



ACCORD-CADRE DE SERVICES

Cahier des Clauses Administratives Particulières

N° 2025-43

Acheteur

Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse

Adresse : 2-4 Allée de Lodz 69363 LYON Cedex 07

Téléphone : 0472712600

SIRET N° : 18690155900069

Représentant de l'Acheteur

Monsieur le Directeur Général

Objet de l'accord-cadre

Envois de documents (papier ou numérique) et archivage numérique, pour le compte de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse

Sommaire

1. Objet de l'accord-cadre – Dispositions générales	4
1.1 Objet de l'accord-cadre.....	4
1.2 Fractionnement de l'accord-cadre en bons de commande.....	4
1.3 Conditions de passation des bons de commande.....	4
1.4 Durée de l'accord-cadre.....	5
1.5 Prolongation des délais d'exécution.....	5
1.6 Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel	5
1.7 Traitement des données	5
2. Pièces constitutives de l'accord-cadre.....	7
3. Forme des notifications et informations au titulaire	7
4. Prix – Variation des prix	7
4.1 Mode d'établissement du prix de l'accord-cadre	7
4.2 Variation des prix.....	7
5. Retenue de garantie	8
6. Avance	8
7. Règlement des comptes au titulaire	8
7.1 Modalités de règlement du prix.....	8
7.2 Echancier des paiements	9
7.3 Délais de paiement.....	9
7.4 Intérêts moratoires.....	9
7.5 Règlement en cas de groupements économiques	10
8. Modalités d'exécution de l'accord-cadre.....	10
8.1 Conditions d'exécution des prestations.....	10
8.2 Modification de l'accord-cadre	10
8.3 Prestations supplémentaires ou modificatives	10
9. Développement durable – Dimension environnementale	11
9.1 Conditions d'exécution environnementales.....	11
10. Constatation de l'exécution des prestations	11
10.1 Opérations de vérifications et décisions	11
10.2 Admission, ajournement, réfaction et rejet.....	11
11. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles	11
12. Pénalités	12
12.1 Pénalités de retard en cas de non-respect des délais d'exécution des prestations	

12.2	Pénalités pour indisponibilité	12
12.3	Autres pénalités.....	12
12.4	Pénalités en cas de retard de transmission du rapport annuel environnemental ou de la justification du label Imprim'Vert (ou équivalent) :	12
13.	Garanties	12
14.	Assurances	12
15.	Différends.....	13
16.	Dispositions en cas d'intervenants étrangers	13
17.	Résiliation de l'accord-cadre	14
17.1	Résiliation pour faute.....	14
17.2	Résiliation pour motif d'intérêt général.....	14
18.	Dérogations aux documents généraux.....	14

1. Objet de l'accord-cadre – Dispositions générales

1.1 Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre porte sur la fourniture d'une solution d'envoi de documents (en masse ou égrené), permettant leur archivage et leur suivi, via une interface de gestion sécurisée (portail, site web ou autre).

Les documents sont au format numérique (lettre recommandée électronique) ou au format papier (courrier classique) : ils nécessitent alors impression, mise sous pli, affranchissement, et remise à un distributeur.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont définies dans le CCTP.

1.2 Fractionnement de l'accord-cadre en bons de commande

Le présent accord-cadre est un marché ordinaire pour les prestations à prix forfaitaires (solution d'envois) et un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum fixé en valeur pour les prestations à prix unitaires, conclu avec un seul opérateur économique, qui s'exécute par l'émission de bons de commande, au fur et à mesure de la survenance des besoins conformément aux articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Il est conclu à prix mixtes.

1.3 Conditions de passation des bons de commande

Chaque bon de commande précisera :

- Le contenu et les quantités des prestations à réaliser
- Le montant du bon de commande
- La référence de l'accord-cadre
- S'il y a lieu :
 - Les prix unitaires/forfaitaires des prestations à réaliser
 - Les conditions particulières d'exécution
 - Les conditions particulières de livraison et d'admission
 - Les délais de livraison
 - Le lieu de livraison
 - Les documents à fournir à la livraison

Chaque bon de commande sera notifié au prestataire dans les conditions définies à l'article *Forme des notifications et informations au titulaire* ci-dessous et à l'article 3.7 du CCAG FCS.

Les commandes successives seront adressées sous forme de bons de commande passées dans les conditions suivantes : Les bons de commande sont adressés par messagerie électronique au fur et à mesure de la survenance des besoins, en application des articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

L'émission des bons de commande ne pourra intervenir que pendant la durée de validité du marché.

Les bons de commande passés sur la base de l'accord-cadre, prennent fin à l'admission de la

dernière prestation objet du bon de commande. Leur exécution peut se prolonger au-delà de la fin de validité de l'accord-cadre dans la limite de 3 mois après cette date.

1.4 Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est définie à l'article *Durée de l'accord-cadre* de l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 13.1.1 du CCAG FCS, le délai d'exécution de l'accord-cadre part de la date de sa notification.

Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG FCS, le délai d'exécution de chaque bon de commande part de la date de sa notification sauf si le bon de commande prévoit une date différente.

1.5 Prolongation des délais d'exécution

Les stipulations de l'article 13.3 du CCAG FCS sont seules applicables.

En cas de demande de prolongation de délai dans les conditions définies à l'article 13.3.3 du CCAG FCS, en complément de ces dispositions, il est précisé que le silence de l'Acheteur sur la demande de prolongation dans le délai prévu à cet article vaut rejet de la demande.

1.6 Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel

Le titulaire ainsi que l'Acheteur sont tenus à une obligation générale de confidentialité et au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel dans les conditions définies à l'article 5 du CCAG.

Ces obligations s'appliquent aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

1.7 Traitement des données

Dans le cadre de l'accord-cadre, le titulaire doit mettre en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour le compte de l'acheteur :

- Le titulaire devra s'assurer de la réalisation du traitement des données dans les conditions suivantes :

Dans le cadre du marché, le titulaire doit mettre en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour le compte de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse.

L'agence de l'eau RMC est responsable de traitement, au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil en date du 27 avril 2016 (Règlement général européen sur la protection des données - « RGPD »).

Ce traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public (base légale du traitement, article 6-1 e) du RGPD).

Le titulaire (ou sous-traitant au sens du RGPD) est autorisé à traiter pour le compte du Responsable de traitement de l'agence de l'eau (le Directeur général de l'établissement) les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations. Pour l'exécution de ces prestations, l'agence de l'eau met à la disposition du titulaire les informations nécessaires à sa mission.

Le titulaire (ou sous-traitant, au sens du « RGPD ») s'engage :

- à garder confidentiel l'ensemble des documents ou informations auxquels il aura accès dans le cadre de l'exécution du marché ;
- à informer l'Agence de l'Eau de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y

opposer. Le titulaire doit mentionner dans son offre les coordonnées d'un référent à contacter pour toutes questions sur la protection des données. ».

Conformément aux articles 15 à 22 du RGPD et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018, le titulaire (ou sous-traitant, au sens du « RGPD ») dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement et de portabilité de leurs données.

Pour les exercer, il pourra contacter le délégué à la protection des données de l'Agence de l'Eau :

- Par mail : contact.rgpd@eaumc.fr

- Par voie postale (avec copie de votre pièce d'identité en cas d'exercice de vos droits) : Délégation à la protection des données, Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, 2-4 Allée de Lodz 69363 Lyon cedex 07. Il pourra également introduire une réclamation auprès de la CNIL (art. 13 du RGPD - place Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris cedex / <http://www.cnil.fr>).

Le traitement des données porte sur :

Indiquer l'objet : Envois de documents (papier ou numérique) et archivage numérique, pour le compte de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse

-La durée du traitement et du stockage des données personnelles : validité du marché.

-La nature des opérations réalisées sur les données est : Traitement automatisé.

-La ou les finalité(s) du traitement sont : statistiques, contrôle de factures.

-Les données à caractère personnel traitées sont : nom, prénom, direction de rattachement, e-mail des membres du personnel de l'agence de l'eau ; e-mail ou numéro de téléphone des destinataires.

-Les catégories de personnes concernées sont : personnel de l'agence en charge du suivi du marché, utilisateurs de la solution, destinataires des envois.

Transfert des données hors UE :

☐ Oui Nom(s) du (des) pays destinataire(s) :

☒ Non

Sort des données :

Au terme de la prestation relative au traitement de ces données ou au plus tard au terme de la durée du marché, le Sous-traitant (= Titulaire du marché) s'engage :

☒ option 1 : à détruire toutes les données à caractère personnel. Une fois détruites, le sous-traitant justifie par écrit de la destruction.

☐ option 2 : à renvoyer toutes les données à caractère personnel au Responsable de traitement. Le renvoi s'accompagne de la justification par écrit de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'informations du Sous-traitant.

L'agence de l'Eau conserve à des fins d'archivage les dossiers administratifs et financiers :

- 5 ans pour les candidatures et offres non retenues ;

- 10 ans (à compter de la date de solde du marché) pour les marchés relatifs à des prestations de service, prestations d'études et achats de fournitures courantes ;

- 140 ans pour les prestations intellectuelles ouvrant droits d'auteur ;

- Durée de vie du bâtiment pour tous marchés de travaux.

Tout manquement sera susceptible d'entraîner des sanctions, voire la résiliation du marché, selon les dispositions du CCAG applicable.

2. Pièces constitutives de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- **L'acte d'engagement** et son annexe 1 - le bordereau des prix « BP_Annexe1_AE », dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.
- **Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)** et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.
- **Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)** et ses 7 annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.

L'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

- **Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS)** approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021).
- **L'offre technique du titulaire (Cadre de Réponse).**

3. Forme des notifications et informations au titulaire

En vertu de l'article 3.1 du CCAG, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

4. Prix – Variation des prix

4.1 Mode d'établissement du prix de l'accord-cadre

Le prix du présent accord-cadre est réputé établi sur la base des conditions économiques définies à l'article *Variation du prix* ci-dessous.

4.2 Variation des prix

Les prix sont fermes pour la première année du marché. Ils sont ensuite révisés annuellement.

Par dérogation au CCAG, les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de : Décembre 2025.

Ce mois est appelé « *mois zéro* ».

Le coefficient de révision (*A*) applicable pour le calcul de l'acompte du mois *n* est donné par la formule de variation suivante :

$$\text{Formule : } A=0,125+0,875*(\text{CPF } 18.1n/\text{CPF } 18.1 n0)$$

Les valeurs prises par l'index de référence CPF 18.1 – Travaux d'impression et services connexes identifiant 010763810 seront calculées de la manière suivante : Index (n) / Index (o)

Index (n) correspond au mois n suivant : décembre de l'année de révision.

Index (o) correspond au mois Mo suivant : Décembre 2025.

Pour les coûts d'affranchissement et remise au service postal :

Actualisation sur les prix en vigueur (justificatifs à produire obligatoirement à l'appui des demandes de paiement.) appliqués par la Poste.

La périodicité de la révision est définie comme suit : Annuellement.

Les valeurs des index sont publiées auprès des organismes suivants : INSEE

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune révision avant la révision définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

5. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

6. Avance

Aucune avance ne sera effectuée.

7. Règlement des comptes au titulaire

7.1 Modalités de règlement du prix

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

Selon les dispositions de l'article 11 du CCAG FCS, les précisions suivantes sont apportées :

Le règlement du prix s'effectue à chaque réalisation de prestations et décision d'admission distinctes : ce règlement prend la forme d'un règlement partiel définitif dans les conditions de l'article 11.8 du CCAG FCS.

7.1.1 Demandes de paiement

Les demandes de paiement des règlements sont effectuées conformément aux articles 11.4 et 11.8 du CCAG FCS, par le titulaire après service fait.

En complément des dispositions de l'article 11 du CCAG FCS, la demande de paiement est datée et comporte, selon le cas :

- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du contrat, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections le cas échéant, ou le montant des prestations

correspondant à la période en cause ;

- la décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- l'application de l'actualisation ou de la révision de prix ;
- les pénalités éventuelles pour retard ;
- le montant de la TVA ;
- le montant TTC.

La demande de paiement devra comporter le numéro du ou des bons de commande.

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

7.2 Echéancier des paiements

Les prestations à bons de commande seront facturées au fur et à mesure de l'exécution des bons de commande après constatation du service fait sur regroupement mensuel à chaque fin de mois, et non après chaque envoi conformément au CCTP.

Les prestations à prix forfaitaires seront facturées après exécution des prestations et constatation du service fait.

Concernant la maintenance annuelle, celle-ci sera facturée annuellement à terme à échoir.

7.2.1 Transmission des demandes de paiement

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique. Pour ce faire, ils doivent utiliser le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'identifiant de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro est le suivant :

- SIRET : 186 901 559 00069
- Le code engagement nécessaire est : 2025-43
- Le code service est le suivant : 71-SLB.

7.3 Délais de paiement

Les délais dont dispose l'acheteur, ou son représentant, pour procéder au paiement des règlements partiels définitifs et du solde sont fixés à 30 jours.

7.4 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par l'accord-cadre donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par le marché) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses

opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

7.5 Règlement en cas de groupements économiques

En cas de groupement, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des membres, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement.

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet à l'acheteur, la répartition des paiements pour chacun des membres du groupement.

L'acceptation d'un règlement à chacun des membres du groupement solidaire ne saurait remettre en cause la solidarité des membres.

8. Modalités d'exécution de l'accord-cadre

8.1 Conditions d'exécution des prestations

La prestation devra être exécutée dans les délais prévus à l'article *Durée de l'accord-cadre – Délais d'exécution* de l'acte d'engagement.

Les prestations seront réalisées dans les conditions définies par le CCTP.

8.2 Modification de l'accord-cadre

L'accord-cadre peut être modifié par la conclusion d'actes modificatifs dans les cas décrits aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, les modifications spécifiques suivantes pourront être apportées :

Clause de réexamen :

En application des articles R.2194-1 et R.2194-6 2° du code de la commande publique, le présent accord-cadre peut être modifié quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cas d'une restructuration de l'entreprise titulaire à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du présent accord-cadre et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiale ;
- en cas d'événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat (crise sanitaire par exemple), une modification de l'accord-cadre pourra être envisagée afin d'y remédier. Ces modifications ne sauraient changer la nature globale du contrat et devront être justifiées par un lien de causalité entre les conséquences de l'événement rencontré et le besoin de modifier le contrat, ainsi que le caractère strictement nécessaire des modifications apportées au contrat.

8.3 Prestations supplémentaires ou modificatives

Dans les conditions prévues à l'article 23 du CCAG FCS, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, pendant l'exécution de l'accord-cadre, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

Comme le présent accord-cadre ne prévoit pas de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire, l'ordre de service prescrivant ces prestations fixera provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives conformément aux dispositions de l'article 23 du CCAG FCS.

9. Développement durable – Dimension environnementale

9.1 Conditions d'exécution environnementales

Les conditions d'exécution à caractère environnemental sont décrites à l'article 5 du CCTP « Démarche environnementale ».

10. Constatation de l'exécution des prestations

La réalisation de chaque commande fait l'objet de vérifications et décisions distinctes.

10.1 Opérations de vérifications et décisions

Les opérations de vérification quantitatives et qualitatives sont effectuées conformément aux dispositions des articles 27, 28 et 29 du CCAG FCS.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, l'Acheteur n'est pas obligé d'aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications, si sa présence n'est pas nécessaire. Les autres dispositions prévues aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS s'appliquent aux opérations de vérification et aux décisions y afférent. En particulier, conformément à l'article 28.2 du CCAG-FCS, l'agence de l'eau dispose, en dehors des cas de vérifications quantitatives et qualitatives simples visées à l'article 28.1 du CCAG-FCS, d'un délai de 15 jours pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet.

10.2 Admission, ajournement, réfaction et rejet

L'admission (et l'éventuel ajournement, réfaction et rejet) sera prononcée par l'Acheteur conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG FCS.

11. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que les parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, une suspension de tout ou partie des prestations sera prononcée par l'Acheteur. Lorsque la suspension sera demandée par le titulaire, l'Acheteur se prononcera sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Les dispositions de l'article 24 du CCAG FCS seront applicables.

12. Pénalités

12.1 Pénalités de retard en cas de non-respect des délais d'exécution des prestations

Des pénalités seront appliquées en cas de non-respect des délais d'exécution tels que fixés à l'article 3.2 du CCTP conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG FCS.

Conformément à 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard ne pourra excéder 10% du montant total HT de l'accord-cadre pour la partie forfaitaire ou du bon de commande considéré.

Si l'Acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il doit alors en informer par écrit le titulaire, lui laissant quinze jours pour répondre. Si le titulaire ne répond pas ou si ses observations ne justifient pas le retard, les pénalités seront appliquées dès le lendemain de l'expiration du délai contractuel.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1 000 euros HT sur l'ensemble du marché.

12.2 Pénalités pour indisponibilité

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG Fournitures courantes et Services, des pénalités pour indisponibilités seront appliquées dans les conditions suivantes :

En cas de dysfonctionnement entraînant une indisponibilité de la solution supérieure à 48 heures ouvrées et en l'absence de la mise en œuvre d'une solution de contournement, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 100 € par jour de dépassement (tout jour de dépassement entamé est pénalisé).

12.3 Autres pénalités

En complément de l'article 14 du CCAG FCS, les pénalités suivantes seront applicables :

12.4 Pénalités en cas de retard de transmission du rapport annuel environnemental ou de la justification du label Imprim'Vert (ou équivalent) :

En cas de retard de transmission du rapport annuel environnemental ou du label Imprim'Vert (ou équivalent) selon les dispositions de l'article 5 du CCTP, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 50 € par jour de retard (tout jour de retard entamé est pénalisé).

13. Garanties

Il sera fait application de l'article 33 du CCAG FCS.

14. Assurances

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code

civil, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle garantissant les tiers, en cas d'accidents ou de dommages causés par et pendant l'exécution des prestations objet du marché.

Cette assurance devra au minimum couvrir les risques suivants :

- tous dommages corporels, matériels et immatériels susceptibles de se produire du fait de l'exécution des prestations objet du marché ;
- le recours des tiers contre l'Agence de l'eau à raison de ces risques.

Cette justification sera faite au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie donnée par l'assureur.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation, sur demande de l'Agence de l'eau et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande. Le titulaire doit prévenir l'Agence de l'eau de toutes modifications dans ses qualifications et ses polices d'assurances.

15. Différends

En cas de différends entre les parties, il sera fait application de l'article 46 du CCAG FCS.

La loi française est seule applicable.

Le Tribunal compétent est celui du lieu d'exécution des prestations.

16. Dispositions en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte de l'accord-cadre est l'euro (€). Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R. 2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution de l'accord-cadre N°..... du ayant pour objet »

Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'accord-cadre et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP ou CCP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français ».

17. Résiliation de l'accord-cadre

Les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS sont applicables au présent l'accord-cadre auxquelles s'ajoutent les dispositions ci-dessous.

17.1 Résiliation pour faute

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 41 du CCAG FCS.

L'Acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

17.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial hors TVA de l'accord-cadre, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises.

18. Dérogations aux documents généraux

Il est dérogé :

- À l'article 4.1 du CCAG FCS par l'article *Pièces constitutives*
- À l'article 10.2.4 du CCAG FCS par l'article *Variation des prix*
- À l'article 14.1.3 du CCAG FCS par l'article *Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations*
- À l'article 14.2 du CCAG FCS par l'article *Pénalités pour indisponibilité*
- À l'article 3.7 du CCAG FCS par l'article *Modalités particulières pour un accord-cadre à bons de commande*
- A l'article 27.3 du CCAG FCS par l'article *Opérations de vérifications et décisions*